

Cycles de produits, territorialité et développement durable : l'essor de la production du soja au Brésil³

Eduardo Ernesto FELIPPI

C3ED / UVSQ et UFRGS (Porto Alegre, Brésil)

³ Ce travail a été élaboré avec l'appui du CNPq (*Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico*) du Brésil [Contrat n° 200.682/99-7].

INTRODUCTION

Au Brésil, depuis le XVI^e siècle, l'essor de la production des produits agricoles, selon le modèle agro-exportateur, a été concentré sur la ligne côtière atlantique tropicale, où se sont développées les agglomérations urbaines, autour des villes-ports. L'intérieur du pays était inexploré et il en est resté ainsi jusqu'aux années 1960, quand la dynamique productrice du soja, fortement subventionnée par l'Etat, a poussé à « l'intériorisation » de la production agricole loin de l'axe atlantique.

Cependant, avant l'expansion du soja, toute une série de changements institutionnels est observable au Brésil. Le pays de l'après deuxième guerre mondiale est déjà fortement industrialisé et urbanisé, résultat de la politique de diversification productive implantée par le président Getúlio Vargas, et témoin d'une agriculture duale et institutionnellement paradoxale : d'un côté, la grande agriculture exportatrice de *commodities*, livrée aux bouleversements de court terme du marché international, de l'autre côté, une agriculture familiale qui représente 85,2% des établissements agricoles et seulement 30,5% de la surface totale, toujours à la recherche des formes de reproduction sociale de long terme (Romeiro, 2001, p. 637).

Dans cette dynamique historique et économique, le pays se retrouve, aujourd'hui, face au défi de trouver des marchés pour ses produits, ainsi que de maintenir les exploitations familiales, d'où provient une importante partie de l'offre de produits alimentaires pour le marché interne.

Nous supposons qu'une analyse détaillée d'un tel dualisme ne peut être faite qu'à travers des outils de la nouvelle économie institutionnelle. Dans un cadre institutionnel, les choix économiques seraient forgés par : (1) les événements historiques qui ont bouleversé la structure productive brésilienne pendant le XX^e siècle, et (2) les spécificités géographiques du pays, une des dernières nations au monde où nous retrouvons, encore, des frontières agricoles à exploiter.

I. INSTITUTIONS ET CYCLES DE PRODUITS EN AMERIQUE LATINE ET AU BRÉSIL

« A chaque époque, un système territorial se construit, exprimant une relation spécifique entre forme spatiale et développement historique » (Droulers, 2001, p. 273). Ainsi, depuis la découverte économique de l'Amérique latine, à partir de 1550, l'histoire économique du sous continent peut être lue comme l'histoire de son occupation territoriale, quand les couronnes portugaise et espagnole ont développé des institutions chargées d'une meilleure organisation pour l'exploitation des ressources naturelles du nouveau continent.

L'insertion de l'Amérique latine dans les cycles de commerce de la planète a été forgée par un ensemble réduit de produits – sucre, café, cacao, au-delà des métaux –, destinés aux puissances métropolitaines européennes qui les transformaient en marchandises de consommation. Ces exploitations ont *dessiné* le territoire latino-américain, à travers l'occupation des portions de terre proches du littoral, propices à l'expansion de l'exploitation de produits tropicaux destinés au marché métropolitain européen.

Un des points à retenir dans cette première partie est que ce type d'occupation de l'espace physique a été possible grâce à la constitution d'institutions – publiques et privées – qui ont

déterminé la dynamique des structures sociales et économiques de l'Amérique latine. L'organisation interne des exploitations agricoles – et la stratégie en matière de réseau de transport – demandaient (et demandent encore) - toute une série de services bureaucratiques qui sont directement responsables de presque cinq cents ans de relations commerciales intermittentes entre le nouveau monde et l'hémisphère Nord. Ces institutions prennent plusieurs formes qui servent à diminuer les risques des transactions commerciales.

Les institutions, comme l'affirme North (197, p. 97), « (...) sont des contraintes, des inventions humaines, qui structurent les interactions politiques, économiques et sociales. Elles consistent en contraintes informelles (sanctions, tabous, coutumes, traditions et codes de conduite), ainsi qu'en règles formelles (constitutions, lois, droits de propriété). Tout au long de l'histoire, des institutions ont été conçues par les êtres humains pour créer l'ordre et réduire l'incertitude des échanges »⁴.

A partir de l'indépendance de la majorité des pays du sous continent, dans les années 1820 et 1830, ces institutions évoluent radicalement – surtout l'Etat. Les Etats nationaux, récemment formés, forgent de nouvelles structures juridiques. Celles-ci se sont constituées à la place des lois importées par les anciennes puissances coloniales. Cependant, malgré les processus d'indépendance, les bases économiques nationales sont restées presque intactes : la « vocation » agro-exportatrice de ces économies, décidée à l'époque coloniale, continue à être la seule structure d'activité économique des nouvelles nations latino-américaines.

Néanmoins, certains pays d'Amérique latine, notamment au Brésil et au Mexique, connaissent une diversification productive et, en conséquence, un développement, lors des trente glorieuses, de nouvelles branches d'activités économiques.

Le climat économique et historique de la période des trente glorieuses a contribué, de façon décisive, à des changements structurels et institutionnels qui ont bouleversé l'économie latino-américaine jusqu'à nos jours. Nous retenons la principale de ces transformations pour les propos de ce travail : les politiques économiques de constitution d'une industrie de base menées par les Etats les plus performants du sous continent, le Brésil et le Mexique.

Jusqu'au milieu du XX^e siècle, excepté le Brésil et le Mexique – pays qui ont vécu une nette diversification de leurs activités économiques – la structure de production spécialisée et destinée aux exportations est une constante pour la majorité des pays de l'Amérique latine. Le pétrole en Equateur et au Venezuela, le *guano*⁵ au Pérou, la filière bovine en Argentine et en Uruguay, le sucre et le café des îles et petits pays de l'Amérique centrale.

La liste, bien que non exhaustive, apporte quelques éclaircissements sur la spécialisation productive de ces pays pendant plus de quatre siècles d'histoire. Au-delà de la référence des économies brésilienne et mexicaine, les seuls pays qui échappent à la « vocation » agro-exportatrice sont le Chili, qui a diversifié son économie et a construit une solide base commerciale avec l'Amérique du Nord, et Cuba, qui est marqué par un ensemble d'événements historiques et économiques singuliers dans le continent et, plus largement, à l'échelle mondiale⁶.

⁴ Notre traduction.

⁵ Espèce de farine de poisson.

⁶ Voir Felippi (1998) à propos de l'évolution de l'économie cubaine.

Plus spécifiquement, dans le Brésil des années 1930, les chercheurs sont unanimes à mettre l'accent sur l'expérience pionnière du gouvernement Getúlio Vargas (1930-1945). Son équipe économique a essayé de diversifier la structure économique du pays en lui donnant des bases industrielles après la crise internationale du café.

Les difficultés internes liées à la suprématie de la culture du café – environ $\frac{3}{4}$ de la valeur des exportations brésiliennes pendant les années 1920 – expliquent que les gouvernements successifs de l'après dépression de 1929, avaient essayé de « défier » la « vocation agricole » du pays, surtout à travers des incitations étatiques dirigées vers le secteur industriel national. En 1959, la part du café dans les exportations brésiliennes était de 57%, tombant à 11% en 1974, 6,5% en 1981, et seulement 4,8% en 1998 (IPEA, 2001 ; Helfand et Rezende, 2001).

Puis, sous le gouvernement Juscelino Kubitschek (1956-1961), il y a eu un nouvel impact sur la structure d'investissements productifs à travers l'internationalisation du parc industriel brésilien, c'est-à-dire, l'implantation d'entreprises multinationales, attirées par les infrastructures de l'Etat et par le marché interne urbain en formation. Un tel mouvement a accéléré la dynamique d'urbanisation et de métropolisation du pays qui, dans un mouvement de « causalité circulaire » (Myrdal, 1959), permettait aux firmes récemment implantées d'avoir la main d'œuvre demandée.

Ces changements des structures démographiques et économiques nationales, profondément marqués par les événements historiques mondiaux, sont rassemblés sous le modèle de « l'industrialisation par substitution aux importations » (ISI). Ce type de stratégie de développement économique, fort nationaliste, s'est maintenu sous des régimes politiques, soit démocratiques, soit dictatoriaux, comme l'époque militaire, entre 1964 et 1984. Ces derniers préconisaient, dans leurs programmes et pratiques de gouvernement, « l'autonomie productive » comme une forme de garantie de la « sécurité nationale ».

Néanmoins, cette diversification productive n'est pas synonyme d'égalité sociale. « Au Brésil, le régime militaire privilégie un élargissement à « marche forcée » du côté de la production en approfondissant l'ISI vers les biens de capital sans toucher à la répartition des revenus » (Marques-Pereira et Théret, 2000, p. 1).

L'enchaînement des événements du deuxième choc pétrolier (1979) et du moratoire de la dette extérieure mexicaine (1982), ont entraîné une contrainte financière internationale qui se résume par la montée rapide des taux d'intérêt internationaux. Cette hausse des taux d'intérêt a stoppé le mouvement du « miracle économique » des années 1970, quand le PIB brésilien, entre 1971 et 1980, augmentait de quelques 8,6% par an, sous le processus intermittent de l'ISI (Dedecca, 2001).

Une telle atmosphère internationale a été décisive pour mettre un terme aux politiques de croissance économique de type nationaliste – historiquement et structurellement dépendantes de l'endettement public. « Au milieu du XIX^e siècle, la dette extérieure absorbait déjà presque 40% du budget du Brésil, et la situation était partout la même. » (Galeano, 1981 [1971], p. 275).

Pour faire face à ces contraintes d'ordre international, qui ont perduré pendant la décennie des années 1980 – la « décennie perdue » –, les gouvernements brésiliens successifs ont cherché à diminuer le déséquilibre entre recettes et dépenses publiques (surtout les services de la dette

extérieure) par la voie de l'exportation, à travers l'utilisation de mécanismes artificiels d'augmentation de la compétitivité des produits nationaux dans les marchés externes.

Pour les gouvernements de l'époque, la dévaluation de la monnaie nationale face au dollar nord-américain était la mesure la plus simple et efficace pour aboutir à des résultats à court terme d'augmentation du volume et de la compétitivité externe des produits nationaux. Cette mesure assurait l'augmentation des flux exportateurs et incitait la diminution des volumes importés.

Au-delà de l'augmentation des exportations traditionnelles, les mesures adoptées ont réussi à inciter la diversification des exportations du pays qui a accéléré la participation des ventes externes des produits du secteur manufacturier. Selon Castro et Rossi Júnior (2000), le taux de participation des principales *commodities*⁷ sur le volume total exporté du pays est passé de 54,1% (1977-1979) à 40,6% (1980-1989).

De plus, la « décennie perdue » a témoigné de la montée importante des *think tanks* des organismes financiers internationaux auprès des gouvernements nationaux latino-américains. Le FMI et la Banque Mondiale, piliers du « Consensus de Washington », prônaient la retrait progressif de l'Etat, celui-ci étant considéré comme une entité inapte et structurellement déficitaire.

Pendant les années 1990, suite aux défaillances des politiques du type ISI au Brésil, ont été adoptées diverses recommandations des sommets du GATT – devenu l'Organisation mondiale du commerce (OMC) – ; ces dernières prônent la libéralisation des échanges commerciaux internationaux, à travers la réduction progressive des barrières douanières. En d'autres termes, les politiques économiques de valorisation des avantages comparatifs⁸ nationaux sont mises au premier plan ; celles-ci ont pour but d'inciter les ventes externes des produits « d'acceptation rapide » dans les marchés internationaux, c'est-à-dire, les produits standardisés et les matières premières (voir tableau I), les produits manufacturés occupant une partie infime dans ces mêmes marchés mondiaux.

En résumé, le Brésil, comme la majorité des Etats d'Amérique latine, est passé d'une politique économique de caractère stratégique endogène, nationaliste et d'investissements de long terme – l'ISI –, à un autre modèle stratégique, radicalement opposé, caractérisé par une logique de court terme, orienté par l'obtention de devises à travers les mécanismes d'exportation. Comme nous l'avons déjà mentionné, le poids et l'importance des événements économiques du début des années 1980, et le renforcement des politiques d'austérité pendant les années 1990, ont forgé cette dernière stratégie de croissance économique.

Dans ce contexte historique et économique particulier, nous supposons que de tels changements de stratégie de croissance et de développement économique national seraient le résultat de profondes transformations des institutions – nationales et internationales – et, dans le cas brésilien, de la sensible modification du rôle économique de l'Etat, affaibli depuis la « crise de la dette ». Ainsi, en Amérique latine, les institutions qui garantissent la pérennité et le fonctionnement des sphères économiques nationales seraient influencées et forgées par :

- les bouleversements économiques, politiques et historiques, de nature nationale et/ou internationale. Les exemples sont nombreux : les crises pétrolières de 1973 et 1979 ; la

⁷ Soja, cacao, café, fer, jus d'orange, sucre, poulet, viande bovine, tabac et aluminium.

⁸ Dans le sens classique de Ricardo, 1992 [1821].

« crise de la dette » du début des années 1980 ; les gouvernements populistes et dictatoriaux ;

- la dynamique d'occupation territoriale spécifique à chaque pays, c'est-à-dire la « géohistoire » (Droulers, 2001) de chaque pays concerné, son occupation humaine et sa géographie physique qui déterminent les produits à exploiter et, plus précisément, les choix commerciaux stratégiques.

L'ensemble de ces aspects place l'évolution économique latino-américaine, et plus particulièrement brésilienne, dans un cadre historique et institutionnel précis, où les outils d'analyse de l'économie néo-classique – méthodologiquement « a-historiques » (Kapp, 1968) – seraient insuffisants pour mesurer l'impact de l'ensemble des événements sociaux, politiques et économiques qui continuent à bouleverser le sous continent latino américain.

A l'opposé de l'économie standard, nous ne trouvons pas de base empirique pour soutenir l'hypothèse qui affirme que l'ensemble des changements dans l'activité économique nationale serait le résultat de « forces internes » et/ou des « imperfections » du marché. Inversement, nous supposons que les problèmes économiques latino-américains seraient mieux situés dans une autre sphère, institutionnelle, où les imperfections du marché sont tout simplement une conséquence des interactions de la structure économique orientée vers les marchés internationaux.

Pour illustrer l'importance des décisions économiques au niveau institutionnel, nous proposons l'analyse de la dynamique économique et territoriale de l'expansion de la production du soja au Brésil. Ce type d'observation repose sur une méthodologie d'analyse qui met l'accent sur « l'environnement institutionnel et culturel » du phénomène (Dugger, 1979), postulat privilégié dans le cadre analytique de la nouvelle économie institutionnelle⁹, où chaque cas à étudier est singularisé par les dynamiques historiques, sociales et politiques du territoire et de la période observée.

II. LE SOJA : UN PRODUIT DU BRÉSIL INDUSTRIEL

Par essence, le parcours historique et économique de l'expansion du soja au Brésil n'est pas fondamentalement différent des autres cycles de produit dans ce pays. Ceux-ci ont toujours été caractérisés par des migrations internes, brusques et de profonds changements de l'écosystème originel, des agglomérations humaines et des infrastructures publiques. En d'autres termes, l'essor du soja au Brésil appartient au petit groupe de produits qui ont changé le paysage physique et la structure économique nationale.

Comme Stefan Zweig l'a souligné avec lucidité, au début des années 1940, « (...) chaque siècle a eu, ici [au Brésil], un caractère économique différent, et la tragédie a comporté des actes aux noms variés : or, sucre, café, caoutchouc, bois. En chaque siècle, en chaque demi-siècle plutôt, le Brésil révèle une nouvelle et surprenante source de richesse » (Zweig, 1998 [1941], p. 105).

⁹ Voir les travaux de North (1989, 1990, 1991, 1994). Nous suggérons la consultation de l'article de Paul Vandenberg pour une compréhension générale de l'ensemble des travaux de North et des nouveaux institutionnalistes (Vandenberg, 2002).

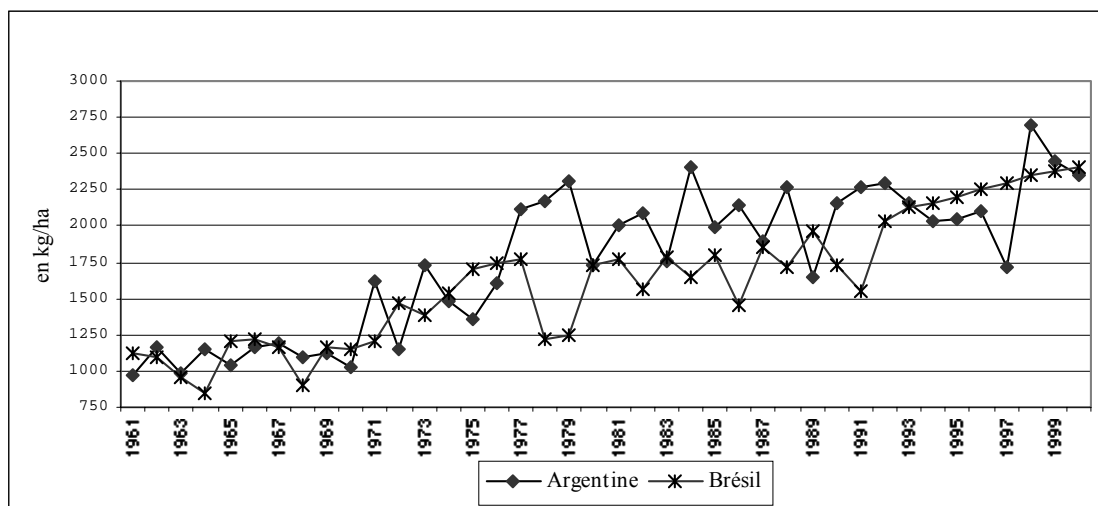
D’abord, nous devons remarquer que la différence la plus marquante dans l’exploitation du soja par rapport aux autres produits « de cycle » a été la forte incorporation des développements technologiques industriels. Les propriétés nutritionnelles et les multiples usages du produit¹⁰ ont fait du soja une des matières premières privilégiées des recherches agronomiques.

Ces développements scientifiques ont commencé à être largement utilisés par l’industrie alimentaire dans l’après deuxième guerre mondiale, l’objectif étant de constituer d’autres types d’aliments mieux adaptés à la « société de consommation » en émergence dans le Nord.

Dans les années 1950, d’abord en Amérique du Nord, ensuite en Europe, la nouvelle branche d’activité agro-industrielle en plein essor cherchait de nouvelles méthodes d’industrialisation des matières premières de la filière alimentaire. Ces recherches de nouveaux produits ont permis que des matières premières agricoles, encore peu exploitées commercialement, fassent partie des « nouveaux aliments ».

L’exploitation du soja a été exemplaire de cette « révolution industrielle ». Dans cette nouvelle mouvance agroalimentaire, les espaces agricoles de l’hémisphère Sud ont rempli un rôle décisif. L’élargissement des fronts agricoles pionniers pour accueillir la culture a mobilisé des territoires encore vierges de la portion méridionale de l’Amérique du Sud, notamment en Argentine, au Brésil et au Paraguay, et a permis aux agriculteurs de changer leurs cultures agricoles, comme à l’extrême Sud du Brésil où le soja s’est substitué au blé.

GRAPHIQUE 1 – LES EFFETS DE LA « REVOLUTION VERTE » : L’EVOLUTION DE LA PRODUCTIVITE SUR LA CULTURE DU SOJA EN ARGENTINE ET AU BRÉSIL - 1961-2000



Source : Abiove (2001)

Ainsi, à la différence des traditionnelles cultures tropicales, le soja s’implante au Brésil à un moment inédit de son histoire, lors de la maturation du processus de l’ISI, au milieu des années 1960. Parallèlement, d’importants progrès technologiques se sont développés dans le secteur agricole lors de la « révolution verte ». Celle-ci, dans le cas brésilien, a été

¹⁰ Base de constitution de nouveaux produits, la soja a été incorporé par l’industrie d’alimentation animale sous la forme de tourteaux, riches en protéine, afin de compléter l’alimentation des animaux soumis à des formes intensives d’élevage.

responsable de l'augmentation de la productivité nationale, comme nous le constatons sur le graphique 1. Ce dernier illustre l'évolution du rendement physique du soja argentin et brésilien sur la période 1961-2000, quand la productivité au Brésil a plus que doublé en quarante ans, passant de 1 127 à 2 400 kg/ha. Cette forte expansion a conduit le pays au rang de deuxième producteur mondial du produit avec 18% de la production mondiale, juste après la production nord-américaine (Théry, 2000).

Au Brésil la « révolution verte » peut être décomposée en quatre phénomènes étroitement interconnectés :

- une importante mécanisation de l'agriculture, soutenue par la forte croissance de la production nationale de machines agricoles qui a progressé de 37 unités, en 1960, à plus de 82 000 unités, en 1976. Les années 1980 et 1990 sont caractérisées par la décroissance de la production qui se situait, en 1999, autour de 28 000 unités, résultat des importations dues à l'absence de barrières tarifaires (Anfavea, 2000) ;
- l'augmentation de l'utilisation d'engrais chimiques, qui a accru la productivité de la terre. La consommation totale d'engrais est passée de 4,1 millions de tonnes, en 1980, à plus de 5,5 millions de tonnes, en 1997 (Helfand et Rezende, 2001) ;
- l'élargissement des techniques agricoles modernes à travers l'action d'agences publiques, chargées de vulgariser certaines techniques agricoles comme l'intensification de la monoculture de grains ; ce phénomène est une des conséquences les plus visibles de la « révolution verte » ;
- l'épuisement du sol et des ressources hydrauliques comme le soulignent Redclif (1989) ainsi que May et Bonilla (1997) dans leurs travaux sur la production intensive de *commodities* en Amérique latine et les conséquences sur l'environnement du sous continent.

En d'autres termes, le Brésil de la « révolution verte » s'affirmait comme un pays doté de centres industriels, avec une structure productive diversifiée et où les mouvements d'agglomération urbaine s'intensifiaient. Le secteur agricole ne faisait que profiter des changements du pays.

Plus spécifiquement, et à cause de la stratégie étatique d'implantation de la culture commerciale du soja dans années 1960 et 1970, il y eut d'importants changements dans la dynamique territoriale du pays. L'Etat, profondément nationaliste sous la dictature militaire en place, à la recherche de l'autosuffisance productive, envisageait l'augmentation de la surface agricole des graines oléo-protéagineuses dans la région centrale du pays, vaste territoire peu exploité.

Le territoire central du Brésil, occupé par les *cerrados* – écosystème tropical, constitué de savanes arborées, avec un très basse amplitude thermique (Théry, 2000) –, a été transformé en zone agricole sous l'influence d'institutions spécialisées, notamment l'*Embrapa*¹¹, chargée de recherches dans les thèmes des sciences du sol et des techniques d'hybridation. Ainsi, les *cerrados* ont été transformés en une des principales régions productrices de graines du Brésil, offrant presque la moitié de la récolte annuelle de graines du pays (IBGE, 1998).

¹¹ Entre les institutions brésiliennes qui ont eu un rôle actif pour l'expansion du soja, nous pouvons remarquer l'*Embrapa* (*Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária*) [Entreprise Brésilienne de Recherche Agricole], institution étatique, créé en 1973, qui couvre tout le territoire national et qui développe des nouvelles technologies agricoles et des recherches agronomiques pour une vaste quantité d'espèces végétales et animales.

A partir de ces données, nous pouvons souligner le rôle stratégique des institutions publiques en faveur du soutien de la culture du soja. Les actions de ces institutions étaient basées sur l'appropriation des terres vierges, sur la construction d'infrastructures publiques – routes d'accès et d'évacuation de la production –, sur la création d'institutions publiques de recherche agronomique et sur des crédits publics subventionnés. Au Brésil, un tel mouvement concerté par le pouvoir public et des acteurs privés, en faveur de la modernisation des processus productifs d'une matière première, était un événement historique et économique radicalement nouveau.

Enfin, ce qui s'est passé avec le soja se singularise des périodes et des cycles de produits antérieurs, lorsque l'interaction industrie-agriculture était inexistante, et la production agricole de type extensive – réalisée par l'incorporation de terres –, était le leitmotiv de la politique économique et de la stratégie d'occupation du territoire.

Nous énumérons les principaux facteurs qui ont garanti l'élargissement de la culture du soja au Brésil :

- des conditions naturelles favorables à l'expansion de la production. En terme de géographie physique, les *cerrados* se présentaient comme un vaste territoire inexploité et privilégié pour le développement d'une agriculture mécanisée et d'une forte productivité de la main d'œuvre. En résumé, le soja a repoussé la frontière agricole brésilienne en direction de l'Ouest, provoquant « l'intériorisation » de l'agriculture. En 1973, le Centre-Ouest du pays, qui abrite l'écosystème du *cerrado*, a produit 3,5 millions de tonnes de graines, pour une superficie de 2,6 millions ha. En 1999, la production a atteint 24 millions de tonnes pour une superficie cultivée de 8,5 millions ha (Helfand et Rezende, 2000). De plus, des années 1950 jusqu'aux années 1970, les institutions étatiques, comme l'*Incra-Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária* (Institut National de Colonisation et de la Réforme Agraire), ont incité l'occupation des nouveaux « fronts pionniers » notamment dans la région amazonienne et dans le Centre-Ouest ;
- l'existence d'un marché international désireux de matières premières. Les exportations mondiales de soja sont passées de 5,5 à 26,9 millions de tonnes entre 1962-64 et 1989-90 (Bertrand et Hillcoat, 1996). A travers du tableau I ci-dessous, nous observons qu'à partir des années 1990, les exportations agricoles suivent une tendance à la spécialisation : le soja représente 1/3 environ des exportations agricoles, et presque 10% des exportations totales du pays (1995-98) ;
- le transfert de crédits étatiques subventionnés entre 1965 et 1985, dirigés vers les grands établissements fonciers, et coordonné par le Sncr (Serviço Nacional de Crédito Rural) [Service National de Crédit Rural] qui a transféré des ressources monétaires du trésor public aux agriculteurs orientés vers l'exportation. En 1965, ce type de crédit s'élevait à 773 millions de dollars, pour atteindre son plus haut niveau en 1979, 20 449 millions de dollars. En 2000, à cause des contraintes budgétaires et du moindre soutien étatique, il a été ramené à 7 515 millions de dollars (IPEA, 2001) ;
- une forte expansion de l'agro-industrie nationale. L'évolution de la production de soja a été parallèlement accompagnée par le développement de l'industrialisation de la graine (voir le graphique 2), attestant des interactions entre les secteurs agricole et industriel. Ainsi comme les graines, les produits dérivés – huiles et tourteaux – sont fortement dirigés vers le marché international (voir le tableau I, première ligne). L'agro-industrie

oléo-protéagineuse a connu un essor important à partir du début des années 1970, particulièrement après le choc pétrolier de 1973 ; ensuite, dans les années 1980, dans la période de maturité de sa chaîne agro-industrielle, la production de soja et des produits dérivés montre une certaine stabilité. Finalement, dans la première moitié des années 1990, la tendance de baisse des tarifs douaniers dans les pays consommateurs de l'hémisphère Nord et la poursuite de l'intégration des progrès technique et agronomique, ont alimenté la croissance dans toute la chaîne du produit.

TABLEAU I - LE SOJA DANS LE COMMERCE EXTERIEUR BRESILIEN ENTRE 1980-1998 (VALEUR MOYENNE DE LA PERIODE EN MILLIONS D'US\$)

	1980-84	1985-89	1990-94	1995-98
A) Exportation soja (*)	3 415 908	3 215 734	3 150 235	4 710 945
B) Exportation agricole totale	12 464 345	11 029 268	10 240 186	14 788 598
C) A / B (en %)	27,4	29,2	30,8	31,9
D) Exportations totales du Brésil	22 501 020	28 476 780	36 186 960	49 596 810
E) A / D (en %)	15,2	11,3	8,7	9,5

(*) graines + huile + tourteaux

Source : calculs de l'auteur à partir de l'IPEA (2001) ; Helfand et Rezende (2001)

Ces données et constats nous conduisent à dégager deux facteurs majeurs qui expliqueraient l'expansion du soja au Brésil : la demande externe et le rôle des institutions étatiques. L'un et l'autre illustrent l'importance de la stratégie d'obtention de devises par le pays.

Néanmoins, les cours du soja et de ses produits dérivés montrent une nette baisse dans les marchés internationaux depuis le début des années 1990. Le déclin des cours du soja en graines sur le marché mondial : de 411,4 dollars par tonne, en 1980, il passe à 246,8 dollars par tonne en 1990, et atteint 274,2 dollars par tonne en 1997 (World Bank, 1998).

On observe le même phénomène pour le cours mondial de l'huile de soja : de 625 dollars par tonne en 1995, il tombe à 338 dollars par tonne en 2000 (prix FOB, Pays-Bas), soit une baisse de plus de 45% en cinq ans (World Oil, 2001). Ainsi, il existe un double mouvement : la baisse des prix internationaux et la croissance intermittente de la productivité dans la filière productive de l'oléagineuse, de la production des graines à l'industrialisation.

Le graphique 2 ci-dessous montre aussi qu'avec la mise en place du « Plan Real »¹², en juillet 1994, il y a l'occurrence d'une modification de tendance dans la filière du soja au Brésil. A

¹² Le « Plan Real » a été créé en juillet 1994. Ce plan économique avait pour but de maîtriser l'hyper-inflation, à travers la création d'une nouvelle monnaie, le real. La stabilisation des taux d'inflation serait assurée en contrôlant activement l'offre de la monnaie et en profitant des réserves monétaires issues des soldes commerciaux positifs cumulés dans des périodes précédentes. Cependant, cette parité entre la monnaie nationale et le dollar nord-américain gênait l'obtention de soldes commerciaux positifs, composants importants des réserves monétaires. Les déficits chroniques des balances de paiement et commerciale du pays ont commencé à être structurels à partir de 1995, signalant le fait que si les exportations avaient augmenté d'une façon importante pendant la deuxième moitié des années 1990, les importations ont eu une dynamique beaucoup plus performante. En janvier 1999, sous le deuxième mandat du Président Cardoso (1999-2002), l'équipe économique du gouvernement a décidé de dévaloriser la valeur de la monnaie. De cette façon, surveillées par la Banque

partir de 1995, les données montrent que la production nationale de dérivés de soja subit une baisse sensible, malgré la constante augmentation de la production de graines.

GRAPHIQUE 2 – EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION DE SOJA ET DE SES PRODUITS DERIVES AU BRÉSIL - 1961-2000

Année	Graines (Index)	Huile (Index)	Tourteaux (Index)
1961	5	5	5
1963	5	5	5
1965	5	5	5
1967	5	5	5
1969	10	10	10
1971	15	15	15
1973	25	25	25
1975	40	40	40
1977	60	60	60
1979	75	75	75
1981	100	100	100
1983	100	100	100
1985	110	110	110
1987	110	110	110
1989	150	150	150
1991	100	100	100
1993	140	140	140
1995	170	170	170
1997	170	170	170
1999	200	170	170
2000	225	170	170

Source : Abiove (2001)

Un constat s'impose : s'appuyant sur les accords de libre échange du MERCOSUR (1991), entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, Bertrand et Hillcoat (1996) observent deux phénomènes dans la filière argentine du soja : la multiplication des fusions et l'internationalisation de la chaîne agro-industrielle. A partir des accords commerciaux du MERCOSUR, les auteurs montrent l'augmentation des achats de soja *in natura* brésilien, transformés en produits intermédiaires dans les firmes basées sur le territoire argentin. Comparées aux entreprises brésiliennes, ces entreprises argentines transformatrices se caractérisent par leur taille qui leur permet d'obtenir des économies d'échelle et, ainsi, la baisse des coûts de production.

III. CYCLES DE PRODUITS, DURABILITE ET INFRASTRUCTURES

Le développement durable (DD), après la publication du rapport de la *Commission Brundtland*, en 1987, est aperçu comme « (...) un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » (Gendron et Revéret, 2000, p. 113). Ce concept fait référence aux actions de long terme et aux interactions intra et intergénérationnelles dans la mesure où, économiquement, il est étroitement lié à : 1) l'organisation des réseaux de production et de distribution, et 2) la pérennité de la reproduction sociale des acteurs économiques.

D'après les illustrations et constats précédents, il est évident qu'au Brésil, les cycles de produits se sont développés dans une dynamique qui ne s'inscrit pas dans la conception

Centrale, des dévalorisations monétaires sont mises en pratique pour améliorer les réserves internationales qui garantissent la liquidité monétaire de l'économie, et ce dans la perspective d'inciter les exportations (Felippi, 2002).

originelle du DD, plus particulièrement si nous observons le cas spécifique de l'expansion des oléo-protéagineux au XX^e siècle.

Dans le cadre brésilien, à partir de la « crise de la dette » (1983), qui a complètement changé le rôle stratégique de l'Etat, il y a eu un basculement brutal des stratégies de développement économique de long terme. Ce phénomène, suivi de l'hyper-inflation de la « décennie perdue », et de l'augmentation du déficit public, a conduit le pays à concevoir les politiques publiques dans une logique de court terme.

L'autre point à remarquer est que l'ouverture commerciale des années 1990 et la mise en place du « *Plan Real* » ont accéléré la « dualité structurelle » du monde rural brésilien. Cette dualité est caractérisée par le conflit entre l'exportation et l'approvisionnement du marché interne. En d'autres termes, il est nécessaire d'obtenir des devises sur le court terme à travers l'induction institutionnelle des flux d'exportation. En outre, s'exerce une pression des institutions représentatives des exploitations agricoles familiales¹³ qui exigent des politiques spécifiques pour des exploitations agricoles familiales majoritairement dédiées à l'approvisionnement du marché interne de produits agricoles.

Cette « dualité structurelle » du monde rural est aussi observable dans la structure administrative du gouvernement du Président Fernando Henrique Cardoso (1995-2002). Aujourd'hui, co-existent deux ministères chargés des enjeux et des affaires du secteur rural : d'un côté, le traditionnel MAPA (*Ministério de Agricultura, da Pecuária e do Abastecimento*) [Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement], dédié à l'agriculture commerciale « riche », capitalisée, et à vocation exportatrice, et qui est au cœur de la stratégie d'attraction des devises ; de l'autre côté, le *Ministério do Desenvolvimento Agrário* [Ministère du Développement Agraire], créé en 1997, chargé de la réforme agraire, des exploitations agricoles familiales dédiées à l'approvisionnement du marché interne, ainsi que des aspects liés à la multifonctionnalité de l'agriculture.

Ces deux institutions ont des rôles différenciés et représentent deux cibles stratégiques opposées : (1) le commerce extérieur, dynamisé par les bourses de *commodities* qui opèrent à très court terme, (2) la logique de la reproduction sociale. Cette dernière, dans la perspective du long terme, ne se réfère pas à l'idée d'expansion de la production matérielle, mais à la pérennité intergénérationnelle d'une communauté / société quelconque. Comme l'indique Stanfield (1980, p. 603) : « (...) la fonction essentielle du processus économique est de reproduire la société. (...) L'économie ne doit pas seulement assurer la production de biens et de services ; si elle se doit d'assurer cette production, il n'en reste pas moins que son importance fondamentale se trouve dans la reproduction de la société ».¹⁴

Le programme fédéral Pronaf (*Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar*) [Programme National de Renforcement de l'Agriculture Familiale], créé en 1995, et conduit par le Ministère du Développement Agraire, prévoit des investissements en infrastructures de base en milieu rural pour les agriculteurs familiaux sur tout le territoire national.

Malgré les investissements réalisés, plusieurs études montrent que ce programme ne permet pas de trouver des solutions aux problèmes économiques des agriculteurs peu capitalisés. Ceux-ci font face à un triple problème : l'accès au crédit, la volatilité des prix des matières

¹³ Environ 25% du soja brésilien est cultivé par l'agriculture familiale (IBGE, 1998).

¹⁴ Notre traduction.

premières et finalement, l'accès aux marchés. Ce sont surtout les agriculteurs cultivant des produits agro-industriels, comme le soja, le tabac et le maïs, qui ont accès aux sources de financement, comme l'indiquent les travaux de Andrade da Silva (1999) et de Abramovay et Veiga (1999).

Dans une autre sphère d'action, le MAPA, institution fondamentale du programme d'investissements publics et privés *Avança Brasil*¹⁵ [Avance Brésil] a mis en place plusieurs projets dont celui d'installation de 9 corridors pour améliorer la performance du transport de la production nationale, principalement de produits issus du secteur primaire. Ces corridors se résument en de vastes projets de construction et d'amélioration de l'infrastructure de transport de longue distance sur tout le territoire national (routes, voies ferrées et ports, notamment). L'objectif est de diminuer les coûts de production, de transaction et de transport dans le pays, tout en reliant des zones productives inégalement dotées de réseaux de transport.

A l'exception du corridor *Transmétropolitain*, dans le cœur industriel brésilien (entre São Paulo et Minas Gerais), et des corridors *MERCOSUR* et *sud-est* qui desservent aussi des pôles industriels, tous les autres projets¹⁶ sont localisés dans des régions de production et de transit de *commodities*, agricoles et/ou minières. De plus, particulièrement au Nord du pays, de telles régions sont caractérisées par de fortes inégalités foncières et sociales.

Précisément au Nord de l'Amazonie, entre 2000 et 2007, le programme *Avança Brasil* prévoit 43 milliards de dollars en investissements publics et privés pour l'amélioration de l'infrastructure routière et portuaire du territoire. Notamment, le projet met l'accent sur l'ouverture de 7 500 km de nouvelles routes pour le transport de la production de grains par la portion septentrionale du pays, plus proche des marchés consommateurs. Du fait de tels investissements, et de la « rationalité économique » impliquée, certaines études prévoient qu'entre 269 et 506 mille ha de la forêt amazonienne sont menacés de disparaître (Fearnside et Laurance, 2002).

A partir de cette brève description du programme *Avança Brasil* et de son application dans le cas spécifique du territoire amazonien, il est intéressant de se poser les questions suivantes au regard du concept de DD :

- dans quelle mesure ces projets de transport pourront-ils déclencher un effet catalyseur sur la diversification productive des régions traversées par les corridors ? En d'autres termes quels sont les effets de « débordement » autour des territoires concernés ? ;
- comment soutenir durablement de tels projets de construction et d'amélioration des infrastructures de transport alors que, comme nous l'avons mentionné, la période actuelle est caractérisée par un excès de l'offre qui expliquerait le déclin des prix internationaux des *commodities* ? Dans le cas spécifique des *commodities*, les politiques nationales d'appui à la production ont une très faible influence sur les marchés, comme l'attestent les travaux de Maizels (1994), de Morgan et al. (1994), de Castro et Rossi Júnior (2000) ;
- quelles sont les conséquences environnementales et les coûts sociaux futurs de tels investissements ?

¹⁵ Consulter www.abrasil.gov.br, site internet du programme *Avança Brasil*.

¹⁶ Les autres corridors sont : Araguaia-Tocantins ; frontière nord ; est ; nord-est ; ouest-nord et São Francisco.

A partir de ces constats, nous supposons que le marché, en tant qu'entité où s'effectuent les transactions économiques, ne confère pas la durabilité au cycle du soja. Néanmoins, un tel cycle, initié dans les années 1960, continue à bénéficier d'un fort soutien institutionnel de l'Etat malgré les fortes contraintes nationales et internationales. Autrement dit, « l'institutionnalisation » des cycles de produit au Brésil, à travers la formation d'institutions qui développent des stratégies ciblées tant pour augmenter les ventes externes des produits que pour les « protéger » des instabilités des marchés, trouve une cause historique, devenue structurelle au Brésil : la forte dépendance du pays vis-à-vis à la demande internationale.

IV. A LA RECHERCHE DE L'AUTONOMIE POUR L'AGRICULTURE FAMILIALE : L'EXEMPLE DE LA PRODUCTION DU SOJA ORGANIQUE AU RIO GRANDE DO SUL

A priori, dans un cadre d'analyse néoclassique, nous pourrions supposer que les agriculteurs ont deux choix économiques possibles. D'une part, l'agriculteur a la possibilité de produire des *commodities* sans pouvoir décider du prix ; son autonomie en tant qu'agent économique est donc faible. D'autre part, ce même agriculteur a la possibilité de cultiver des produits *non-standardisés* avec lesquels il pourrait échapper aux circuits traditionnels du marché de produits agricoles.

Néanmoins, à travers l'étude des institutions chargées de l'agriculture en Amérique latine, un tel « choix » n'est possible que s'il y a une concertation entre les pouvoirs publics et l'agriculteur. Autrement dit, le « libre choix » d'une activité économique n'est envisageable que dans des situations extrêmement particulières, lorsque l'agent économique est inscrit dans un contexte institutionnel précis.

En imaginant un agriculteur qui appartient au deuxième cas, c'est-à-dire, avec plus d'autonomie sur la vente de son produit, où et à quel prix commercialiserait-il le résultat final de ses pratiques alternatives d'agriculture ?

L'étude de cas que nous présentons se situe dans l'extrémité méridionale du Brésil, dans l'Etat du Rio Grande do Sul (RS). En tant que politique stratégique, l'appui à l'agriculture familiale au Sud du pays a été forgé par des institutions qui soutiennent le gouvernement en place¹⁷ : des organisations non gouvernementales (ONG) qui luttent pour la protection de l'environnement, une large partie du MST (*Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra*) [Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre], et de plusieurs associations de petites et micros exploitations familiales qui se retrouvent asphyxiées par l'ouverture commerciale et la libéralisation des marchés agricoles en cours depuis plus d'une décennie.

Dans le RS, l'agriculture familiale occupe une place fondamentale : 88,1% des établissements ruraux possèdent moins de 50 ha. Cependant, ces mêmes établissements occupent une superficie de seulement 30,7% des terres dédiées à l'agriculture et à l'élevage, ce qui atteste des énormes problèmes d'inégalités foncières dans l'Etat (Governo do RS, 2001 ; IBGE, 1998 et INCRA, 2000). Les institutions, mentionnées ci-dessus, redoutent la disparition de l'agriculture familiale et se prononcent en faveur de politiques d'affermissement des petites exploitations agricoles familiales. Il convient de mettre l'accent sur des politiques de

¹⁷ PT (Partido dos Trabalhadores) [Parti des Travailleurs], arrivé au pouvoir en 1998 et chef de file de l'opposition à la politique agricole du gouvernement fédéral.

renforcement de l'autonomie des agriculteurs familiaux au-delà du simple rejet de la production de cultures issues des expériences avec les Organismes génétiquement modifiés (OGM), déjà vulgarisés dans le pays voisin, l'Argentine¹⁸.

Cependant, quand on analyse la diversité des stratégies de reproduction sociale, deux questions majeures se posent : a) quelles infrastructures doivent être développées pour renforcer l'autonomie et la pérennité des agriculteurs ? ; b) quels produits et marchés doivent être envisagés par l'agriculture familiale ?

Pour illustrer la complexité du sujet exposé, nous développons un exemple. Au début de 2002, le gouvernement du RS a annoncé la vente de 453 tonnes de soja organique, achetées par quelques entreprises agroalimentaires françaises qui ne consomment pas d'OGM. Ces entreprises cherchent, ainsi, à différencier leurs produits sur le marché. Il existe un marché porteur pour cette matière première « non-standardisée » et les prix de vente sont attractifs car les producteurs obtiennent environ 62,50 de dollars par ha de plus que les agriculteurs de soja conventionnel. En résumé, cet exemple montre l'aboutissement d'une stratégie concertée entre les organisations publiques du RS et les institutions chargées de la reproduction sociale des producteurs de soja organique du RS. En outre, une telle initiative met l'accent sur la demande de matières premières « non-standardisées », toujours croissante en Europe, comme le montre la prolifération de marchés de produits agroalimentaires non-conventionnels.

CONCLUSION – LES INSTITUTIONS ET LA LOGIQUE DU TEMPS IMMEDIAT

Le conflit « temporel » entre le court et le long terme est à l'ordre du jour. Le long terme, le temps de la planification, cher aux stratégies de développement menées par l'Etat dans l'Amérique latine à la période des trente glorieuses peine à trouver sa place depuis vingt ans. De plus, les programmes d'ajustement structurel, adoptés après la « crise de la dette » et l'hyper-inflation des années 1980, ont imposé d'importantes contraintes budgétaires qui pénalisent lourdement les politiques sociales. Ces programmes ont été remplacés par des solutions de court terme, basés sur le retrait de l'Etat et l'essor de l'économie du marché, tel que le renforcement des stratégies d'exportation de marchandises à faible valeur ajoutée. Cependant, « (...) l'économie de marché est une structure institutionnelle qui, comme nous l'oublions tous trop facilement, n'a pas existé à d'autres époques que la nôtre – et, même à notre époque, elle n'a pas existé partout. (...) Ce n'est que dans le cadre institutionnel de l'économie de marché que les lois du marché sont pertinentes (...) » (Polanyi, 1983 [1944], p. 65). En Amérique latine, l'ensemble des institutions chargées du développement économique, surtout l'Etat, autrefois responsables de la planification de long terme, se retrouvent asphyxiées par le surendettement financier qui les obligent à adopter des solutions de court terme, avec un faible degré de durabilité.

Au Brésil, dans un paradoxe apparent, la crise financière internationale qui s'est installée avec le premier choc pétrolier, en 1973, a poussé le pays à une stratégie plus dynamique en ce qui concerne les exportations et, plus particulièrement, avec l'expansion productive du soja et de ses produits dérivés. Cette expansion a radicalement modifié la dynamique territoriale du pays, autrefois concentrée sur la ligne du littoral, en provoquant « l'intériorisation » de la

¹⁸ « En Argentine, troisième producteur mondial de soja, la surface cultivée avec des semences transgéniques est estimée, en avril 1999, à près de 75% de la superficie totale. Des estimations plus récentes (novembre 1999) confirment la tendance à une extension de la superficie qui atteindrait en 2000 plus de 80% de la superficie totale » (Palaez et Schmidt, 2001, p. 460).

production agricole en direction du Centre-Ouest, la région des *cerrados*. En plus, le soja est un produit privilégié, avec forte acceptation dans les marchés internationaux, et dont le développement bénéficie d'un fort soutien des institutions étatiques de commerce et de recherches agronomiques. Ainsi, le Brésil des années 1990, avec une politique économique qui préconise la stabilité budgétaire et qui envisage l'expansion des exportations pour résoudre les problèmes chroniques de la balance de paiements, fait face à une structure rurale singulière, où cohabitent, d'un côté, un secteur agricole exportateur, dynamique et entreprenant et, de l'autre, un secteur composé par des petites exploitations agricoles dédiées à l'approvisionnement de produits vivriers sur le marché interne. Face à cette dualité, le pays n'arrive pas à trouver le mi-chemin durable entre la compétitivité internationale des matières premières – le programme *Avança Brasil* et le projet des corridors d'évacuation sont exemplaires – et la reproduction sociale de son agriculture familiale, malgré quelques exemples isolés, tels que la production des produits organiques à l'extrême Sud du pays. Cette production qui vise la reproduction de groupes sociaux demande l'intermédiation d'institutions qui garantissent la pérennité des producteurs ; plus exactement, la pérennité des « cinq dimensions de la durabilité » : les durabilités sociale, économique, écologique, spatiale et culturelle, opposées à la logique d'action « a-historique » de l'économie de marché (Sachs, 1997).

BIBLIOGRAPHIE

- ABIOVE (*Associação Brasileira das Indústrias de Óleos Vegetais*), 2001. Disponible sur le site : www.abiove.com.br.
- ABRAMOVAY R. et J.E. da VEIGA, 1999, « Novas instituições para o desenvolvimento rural : o caso do Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar (PRONAF) », *IPEA - Texto para Discussão*, 64, Brasília.
- ANDRADE DA SILVA E.R., 1999, « Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar – Relatório técnico das ações desenvolvidas no período 1995/1998 », *IPEA - Texto para Discussão*, 664, Brasília.
- ANFAVEA 2000, *Statistical yearbook of the Brazilian automotive industry*, disponible sur le site internet : www.anfavea.com.br.
- BERTRAND J.-P. et G. HILLCOAT, 1996, *Brésil et Argentine : La compétitivité agricole et agroalimentaire en question*, INRA / L'Harmattan, Paris.
- CASTRO A.S. et J.L. ROSSI JUNIOR, 2000, « Modelos de previsão para a exportação das principais commodities brasileiras », *IPEA - Texto para Discussão*, 716, Brasília.
- DEDECCA C., 2001, « Les années 1990 : stabilité et inégalité de la société brésilienne », *Revue Tiers Monde*, 167, pp. 577-596.
- DROULERS M., 2001, *Brésil : une géohistoire*, PUF, Paris.
- DUGGER W.M., 1979, « Methodological differences between institutional and neoclassical economics », *Journal of Economic Issues*, 13, pp. 899-909.
- FEARNSIDE P.M. et W. LAURANCE, 2002, « O futuro da Amazônia : os impactos do Programa Avança Brasil ». *Ciência Hoje*, 182, pp. 61-65.
- FELIPPI E.E., 2002, *Chronique d'une mort (longtemps) annoncée ? L'essor des politiques libérales-orthodoxes et le déclin des politiques sociales dans le MERCOSUR* [manuscrit non publié].

- FELIPPI E.E., 1998, *Cuba*, Artes & Ofícios, Porto Alegre.
- GALEANO E., 1981 [1971], *Las veines abiertas de l'Amérique latine*, Plon, Paris.
- GENDRON C. et J.-P. REVERET, 2000, « Le développement durable », *Economies et Sociétés*, Série F, 37, « Développement » - I, pp. 111-124.
- GOVERNO DO RIO GRANDE DO SUL, 2001, *Orçamento participativo do Rio Grande do Sul*, Porto Alegre, Secretaria da Coordenação e Planejamento, 170 p.
- HELFAND S.M. et G.C. REZENDE, 2001, « Brazilian agriculture in the 1990s : impact of the policy reforms », IPEA, Série *Texto para Discussão*, 785, Brasília.
- HELFAND S.M. et G. C. REZENDE, 2000, « Padrões regionais de crescimento da produção de grãos no Brasil e o papel da região Centro-Oeste », IPEA, Série *Texto para Discussão*, 731, Brasília.
- IBGE (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística*), 2001, *Censo 2000*. Disponible sur le site : www.ibge.gov.br.
- IBGE, 1998, *Censo Agropecuario 1995–1996*. Disponible sur le site : www.ibge.gov.br.
- IPEA (*Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada*), 2001, *Ipeadata*. Disponible sur le site : www.ipea.gov.br.
- KAPP W.K., 1968, « In defence of institutional economics », *Swedish Journal of Economics*, 70, pp. 01-18.
- MAIZELS A., 1994, « The continuing commodity crisis of developing countries », *World Development*, 22, pp. 1685-1695.
- MARQUES-PEREIRA J. et B. THERET, 2000, « Médiations institutionnelles de la régulation sociale et dynamiques macro-économiques. Quelques enseignements pour la théorie du développement d'une comparaison des caractères spécifiques nationaux du Brésil et du Mexique à l'époque de l'ISI », *Séminaire Institutions et Développement*, Association Recherche & Régulation, 11 mai. Disponible sur le site : www.upmf-grenoble.fr/irepd/regulation/INDEV.html.
- MAY P. et O.S. BONILLA, 1997, « The environmental effects of agricultural trade liberalization in Latin America : an interpretation », *Ecological Economics*, 22, pp. 05-18.
- MORGAN C., RAYNER, A. et C. ENNEW, 1994, « Price instability and commodity futures markets », *World Development*, 22, pp. 1729-1736.
- MYRDAL G., 1959, *Théorie économique et pays sous-développés*, Présence Africaine, Paris.
- NORTH, D.C., 1994, « Economic performance through time », *American Economic Review*, 84, pp. 359-368.
- NORTH, D.C., 1991, « Institutions », *Journal of Economic Perspectives*, 5, pp. 97-112.
- NORTH, D.C., 1990, *Institutions, institutional change and economic performance*, Cambridge University Press, New York.
- NORTH, D.C., 1989, « Institutions and economic growth : an historical introduction », *World Development*, 17, pp. 1319-1332.
- PELAEZ V. et W. SCHMIDT, « La diffusion des OGM au Brésil : impositions et résistances », *Economies et Sociétés*, Série F, 38, « Développement » - II, pp. 449-472.
- POLANYI K., 1983 [1944], *La grande transformation – aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, Paris.
- REDCLIFT M., 1989, « The environmental consequences of Latin America's agricultural development : some thoughts on the Brundtand Commission Report », *World Development*, 17, pp. 365-377.

- RICARDO D., 1992 [1821], *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, GF-Flammarion, Paris.
- ROMEIRO A., 2001, « Développement économique et agriculture familiale au Brésil », *Revue Tiers Monde*, 167, pp. 633-655.
- SACHS I., 1997, *L'Ecodéveloppement*, Syros, Paris.
- STANFIELD J.R., 1980, « The institutional economics of Karl Polanyi », *Journal of Economic Issues*, 14, pp. 593-614.
- THERY H., 2000, *Le Brésil*. Armand Colin, 4^{ème} ed., Paris.
- VANDEMBERG P., 2002, « North's institutionalism and the prospect of combining theoretical approaches », *Cambridge Journal of Economics*, 26, pp. 217-235.
- WORLD BANK, 1998, *World development indicators*, World Bank, Washington.
- WORLD OIL – ABIOVE, 2001. Disponible sur le site : www.abiove.com.br.
- ZWEIG S., 1998 [1941], *Brésil, terre d'avenir*, Editions de l'Aube, Paris.